



PRÉFECTURE du HAUT-RHIN

PRÉFECTURE du TERRITOIRE DE
BELFORT

ARRETE INTERPREFECTORAL
N° 2015084-0002 du 25 Mars 2015
PORTANT AUTORISATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT
Dragage des voies d'eau du Canal du Rhône au Rhin et du Canal de Montbéliard à la Haute-Saône
(UHC N°1)

Le préfet du HAUT-RHIN

Le préfet du TERRITOIRE DE BELFORT

Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 à R. 11-14-15 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Bassin Rhin-Meuse approuvé le 27/11/2009;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 20/11/2009;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 24/05/2012, présenté par VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - DIR STRASBOURG représentée par Monsieur le Directeur, enregistré sous le n° 68-2012-00111 et relatif au dragage des voies d'eau du Canal du Rhône au Rhin et du canal de Montbéliard à la Haute-Saône (UHC N°1) ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 06/06/2014 au 09/07/2014 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 19/08/2014 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 15/10/2014 ;

VU l'avis du Coderst du Haut-Rhin en date du 06/11/2014 ;

VU l'avis du Coderst du Territoire de Belfort en date du 03/02/2015 ;

VU l'avis du pétitionnaire en date du 26 février 2015.

CONSIDERANT qu'en application de l'article R.214-12 du code de l'environnement, il est statué par arrêté conjoint des préfets lorsque l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont réalisés sur plus d'un département ;

CONSIDERANT que Voies Navigables de France doit avoir recours au dragage de la voie d'eau pour assurer le gabarit des chenaux de navigation et permettre un bon fonctionnement hydraulique de son réseau ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du HAUT-RHIN et du secrétaire général de la préfecture du TERRITOIRE DE BELFORT ;

ARRETENT

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 Objet de l'autorisation

Le présent arrêté autorise l'établissement public VOIES NAVIGABLES DE FRANCE – Direction Territoriale de Strasbourg, représenté par son directeur, à réaliser les opérations de dragage et d'entretien sur l'unité hydrographique cohérente N°1 (UHC N°1) du canal du Rhône au Rhin et du canal de Montbéliard à la Haute-Saône en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
<u>3.1.2.0</u>	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
<u>3.1.5.0</u>	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration
<u>3.2.1.0</u>	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m3 (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m3 dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Autorisation

Article 2 Caractéristiques des ouvrages

Les travaux d'entretien portent directement sur la voie d'eau (à savoir le lit mineur dans les cas de travaux en cours d'eau et la section « mouillée » dans le cas des canaux) du canal du Rhône au Rhin et du canal de Montbéliard à la Haute-Saône dont la liste des communes impactées par lesdits travaux se trouve en annexe du présent arrêté.

Les installations, ouvrages, travaux, activités autorisés par les travaux comprennent :

- la caractérisation des sédiments à extraire selon les normes en vigueur ;
- le dragage des sédiments par des méthodes appropriées ;
- le transport des sédiments.

La présente autorisation ne concerne que les travaux liés au dragage des voies d'eau à savoir l'extraction des sédiments. Les procédures nécessaires à la gestion de ces sédiments (stockage et traitement) dépendant d'autres réglementations (ICPE, urbanisme, ...) ne sont pas régies par le présent arrêté.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 Prescriptions spécifiques

3.1- bilan et programmation des travaux

Le pétitionnaire présentera en fin d'année lors d'un groupe de travail de la mission inter-services de l'eau et de la nature (GT MISEN) « milieux aquatiques » dans chaque département concerné, le bilan des travaux de l'année n et la programmation des travaux pour l'année n+1. Lors de cette présentation, les représentants des instances suivantes seront respectivement conviés :

- la Direction Départementale des Territoires;
- le service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) ;
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;
- l'Agence de l'Eau ;
- les représentants de la Commissions Locale de l'Eau
- Le service en charge de l'aménagement des rivières du Conseil Général ;
- le Syndicat Mixte d'aménagement et de Restauration de la Lague (pour le Haut-Rhin).

Dans le cadre de la présentation du bilan, le maître d'ouvrage présentera :

- une cartographie des secteurs dragués en précisant les volumes dragués par secteur ;
- la période des travaux ;
- les éléments techniques notamment ceux liés à l'analyse des sédiments, au suivi de la teneur en oxygène dissous de l'eau et à la remise en suspension des sédiments pendant le chantier ;
- la destination des sédiments et le cas échéant leur utilisation future ;
- un bilan des accidents et des incidents survenus pendant les travaux, ainsi que les mesures de corrections prises.

Dans le cadre de la programmation des travaux, le maître d'ouvrage présentera :

- le volume prévisionnel des sédiments à draguer, leur localisation et leur destination, en indiquant également les enjeux potentiels dans les secteurs dragués (Natura 2000, AEP,...) sur la base des relevés bathymétriques. Aussi la qualité des sédiments sera évalué en tenant compte notamment des enjeux pouvant interférer sur la qualité des sédiments et sur la base minimale d'un échantillon composite par bief dragué et par opération réalisée à partir d'un minimum de 4 prélèvements.

Pour chaque opération sur le bief de partage, le nombre et les modalités d'obtention des échantillons de sédiments doivent être cohérents avec la surface concernée, le volume de sédiments à extraire et le contexte local ;

- la qualité physico-chimique des sédiments à draguer sur la base des analyses permettant de les caractériser et d'en définir leur destination ;
- la période envisagée des travaux et les modalités de gestion du chantier.

L'ensemble de ces informations seront fournies au format numérique aux secrétariats de la MISEN du Haut-Rhin et du Territoire de Belfort, au plus tard 15 jours avant la réunion du groupe de travail.

3.2 - Conditions particulières

La présente autorisation est accordée pour une période de 10 ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

Le pétitionnaire est autorisé à draguer les voies navigables dans une limite n'excédant pas 475.000 m³ de sédiments.

Le pétitionnaire veillera à ce que la zone d'influence des travaux soit limitée aux emprises nécessaires et suffisantes. Les périodes de travaux seront adaptées aux enjeux liés à la protection des espèces concernées par les différents secteurs inventoriés et/ou réglementés pour la protection des espèces et de leur habitat. Lors des opérations de curage, il est préconisé dans les canaux, de mettre en place des barrages anti-MES autour des engins de curage; un suivi de la turbidité de l'eau à proximité du chantier; un suivi des MES, pH et O₂ dissous en aval du point de redistribution des sédiments dans la masse d'eau.

Article 4 Prescriptions particulières

Afin de réduire les volumes de sédiments à draguer et donc l'impact sur les milieux naturels, le pétitionnaire étudiera de manière détaillée les possibilités de déconnecter le canal du Rhône au Rhin de l'III. Cette étude devra être présentée au GT de la MISEN « milieux aquatiques » cité à l'article 3.1 dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 5 Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 6 Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire informera par courrier électronique du commencement des travaux les DDT du Territoire de Belfort et du Haut-Rhin, les services départementaux de l'ONEMA et au plus tard 15 jours avant le début desdits travaux pour les secteurs qui les concernent.

Article 7 Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée au pétitionnaire à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 8 Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le pétitionnaire devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 9 Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 10 Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 11 Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 13 Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture du HAUT-RHIN, et aux frais du pétitionnaire, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements du HAUT-RHIN et du TERRITOIRE DE BELFORT.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de :

- Liste des communes en annexe.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture du HAUT-RHIN et à la préfecture du TERRITOIRE DE BELFORT, ainsi qu'à la mairie de la commune de ILLFURTH (commune principale).

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du HAUT-RHIN et sur celui de la préfecture du TERRITOIRE DE BELFORT pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 14 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 15 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du HAUT-RHIN,

Le secrétaire général de la préfecture du TERRITOIRE DE BELFORT,

Les maires des communes dont la liste est jointe au présent arrêté,

Le directeur départemental des territoires du HAUT-RHIN,

Le directeur départemental des territoires du TERRITOIRE DE BELFORT,

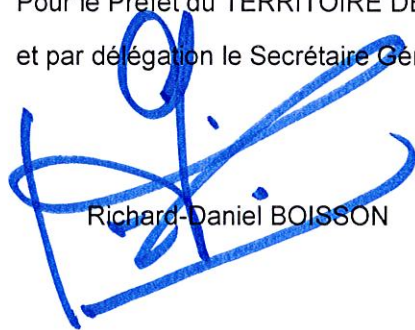
Le commandant du Groupement de gendarmerie du Haut-Rhin,

Le commandant du Groupement de gendarmerie du Territoire de Belfort

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du HAUT-RHIN et de la préfecture du TERRITOIRE DE BELFORT, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A BELFORT, le **25** MARS 2015

Pour le Préfet du TERRITOIRE DE BELFORT
et par délégation le Secrétaire Général



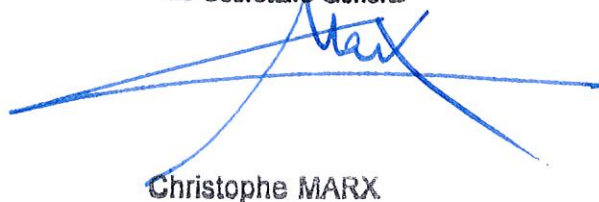
Richard-Daniel BOISSON

PJ : liste des communes

A COLMAR, le **25** MARS 2015

Pour le Préfet du HAUT-RHIN

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Christophe MARX

ANNEXE

LISTE DES COMMUNES

BERMONT
BOTANS
BOUROGNE
BREBOTTE
BRETAGNE
DORANS
FROIDEFONTAINE
MONTREUX-CHATEAU
TREVENANS

BALSCHWILLER
BRUNSTATT
EGLINGEN
GOMMERSDORF
HAGENBACH
HEIDWILLER
ILLFURTH
MAGNY
MONTREUX-JEUNE
MONTREUX-VIEUX
MULHOUSE
RIEDISHEIM
RETZWILLER
SAINT-BERNARD
VALDIEU-LUTRAN
WOLFERSDORF
ZILLISHEIM